

TRIBUNE LIBRE

EN ATTENDANT
LA PROCHAINE
SESSION FÉDÉRALELes crèches,
bientôt un service public?

Après un temps d'arrêt démocratique, la politique reprend vie un peu partout, surtout à Berne. Nos élus aux chambres fédérales prennent la plume pour rendre compte de leur travail et donc de vos préoccupations. Loin du perchoir, entre la session extraordinaire qui vient de s'achever et celle qui débute en juin, ils s'installent, un temps, à notre Tribune libre. Un rendez-vous à retrouver durant les cinq prochaines semaines, le mercredi et le vendredi.

Celles et ceux qui sont au front aujourd'hui et sont indispensables à notre société ne sont généralement pas les mieux considérés et défendus.

La crise que nous traversons ébranle toute la hiérarchisation des professions entretenue depuis des décennies. Le personnel de la santé et du social, mais aussi de la vente, de la petite enfance, du nettoyage, de l'agriculture, des livraisons, des services publics. Les applaudir chaque soir est précieux, améliorer leurs conditions de travail demain serait encore mieux.

Cette période révèle également certains secteurs devenus indispensables au fonctionnement de notre société, comme les structures d'accueil de l'enfance pour la majorité des familles. La survie financière des crèches était en jeu à cause de la crise. Malgré le refus du Conseil fédéral, nous avons travaillé ces deux derniers mois à l'élaboration d'une solution au niveau national. Avec succès: la semaine passée, les chambres fédérales ont accepté une aide fédérale pour les crèches, en complément au soutien des cantons.



SABINE PAPILLOU

Cette mesure urgente est une bonne nouvelle pour les enfants et familles concernées, ainsi que pour le personnel

vent confrontées à de longues listes d'attente, dans l'espoir de trouver une place adéquate.

On sait qu'actuellement en Suisse, environ 20% des enfants ne sont pas pris en charge autant que leurs parents en auraient besoin. A cela s'ajoutent des frais très élevés pour les parents, qui s'expliquent par une faible prise en charge des coûts par les collectivités publiques, en comparaison avec les pays voisins.

De nombreuses familles sont donc contraintes d'y renoncer – ou du moins partiellement – ce qui engendre une poursuite de modèles peu égalitaires au sein des couples.

Le monde politique ne peut plus nier l'évidence du besoin en structures d'accueil de l'enfance. Nous devons en faire un véritable service public, accessible à toutes les familles et proposant des conditions de travail dignes à son personnel, dont le métier est essentiel et complexe.

Ce serait une victoire pour les enfants, les familles et pour l'égalité entre femmes et hommes.

MATHIAS REYNARD (PS)



Notre pays
a pris un retard considérable
en termes de
politique familiale."

de ces structures. Mais la réflexion ne doit pas s'arrêter là. Notre pays a pris un retard considérable en termes de politique familiale: alors que nous sommes le dernier pays d'Europe sans congé paternité/parental et que la naissance d'un enfant conduit à d'importantes discriminations des femmes sur le marché du travail, l'offre en crèches reste nettement insuffisante et onéreuse. Les familles se retrouvent sou-

PUBLICITÉ



WELCOME BACK!

JUSQU'À

-50%*

*sur les articles marqués

Par exemple : chemisier femme au lieu de 24.90 seulement 12.45 ou T-shirt enfants 9.90 seulement 6.95.